

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2

70, Quai Jacoutot
67000 Strasbourg

Références : 0006700450_20230228_SESD2_STRASBOURG_VI_APMO
Code AIOT : 0006700450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2 implanté 70, Quai Jacoutot 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la levée de la mise en demeure actée par arrêté préfectoral du 29/08/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2
- 70, Quai Jacoutot 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

SES D2 exerce une activité de dépôt pétrolier au port aux pétroles de Strasbourg.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de maîtrise des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétention	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 7.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Mesure de maîtrise des risques appointement	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats réalisés ce jour permettent de lever la mise en demeure actée par arrêté préfectoral du 29/08/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/11/2022
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Les récipients (type IBC) d'émulseur, initialement stockés sans rétention, ont été remplacés par des récipients disposant d'un système intégré de confinement permettant de répondre à la prescription suscitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test des chaînes de sécurité MMRI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 29/11/2022
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques : sont efficaces ; ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser ; sont testées périodiquement ; sont maintenues opérationnelles ; sont indépendantes de l'événement à maîtriser ainsi que de ses causes.
Constats : L'Inspection a demandé à contrôler les registres des tests des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI) relatives à l'appontement. L'exploitant a présenté les registres justifiant la bonne réalisation des tests de fonctionnement des MMRI concernées. Par son courrier du 13/03/2023, l'exploitant s'est engagé a: "- Réaliser un test annuel complet de la chaîne de sécurité des MMR en présence d'une barge à quai. Ce test permettra de vérifier le fonctionnement des équipements communs à toutes les chaînes (fermeture de la vanne inter-sites, arrêt de la pompe de transfert, fermeture de la vanne chaland quai) et des équipements spécifiques, au réservoir objet du test (déclenchement des détecteurs de niveau, fermeture de la vanne de pied de bac), - Réaliser un test annuel de la chaîne de sécurité des équipements spécifiques des autres réservoirs du dépôt en vérifiant que la sortie automate des équipements communs est bien activée. "
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure de maîtrise des risques appontement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques bateau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques suivantes sont mises en place au niveau de l'appontement pour limiter le temps d'épandage à deux minutes: [...] Mise à la terre barge
Constats : Un bateau chargé de fioul était présent lors de la visite d'inspection. L'Inspection a demandé à l'exploitant de tester la mesure de maîtrise des risques consistant à arrêter automatiquement le déchargement d'hydrocarbures stockés dans le bateau en cas de défaut de raccordement du bateau à la prise de terre du dépôt. Le batelier a mis en fonctionnement le groupe électrogène du bateau servant à alimenter la pompe de déchargement du fioul. Un employé du dépôt a ensuite débranché la prise de terre du bateau, ce qui a bien provoqué l'arrêt immédiat du groupe électrogène du bateau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet